

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT
DU 12 MAI 2021

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE DOUZE MAI,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°24 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU
DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 10-12 AVENUE PIERRE ET MARIE CURIE AU BLANC-MESNIL
CADASTRE SECTION AV N°910**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°2020-10-03 du 1^{er} octobre 2020 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil acceptant cette délégation,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Blanc-Mesnil et l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 19 juillet 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Isabelle COURTIAL-BAIN, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 13 avril 2021 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistré sous le numéro 09300721C0189, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de messieurs Anthony PALACIO, Jérôme PALACIO et Paul PALACIO de céder leur bien situé au Blanc-Mesnil, 10-12 avenue Pierre et Marie Curie, cadastré au Blanc-Mesnil, section AV n°910, non occupé, comme indiqué dans la demande d'acquisition susmentionnée et moyennant le prix de quatre-vingt-quatorze mille euros (94 000 €), dont neuf mille euros toutes taxes comprises (9 000 € TTC) de commission à la charge du vendeur,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, et l'EPT et l'EPFIF en date du 19 juillet 2019 et répond aux objectifs d'intervention de la commune du Blanc-Mesnil,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

- Article 1** **De déléguer** à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 10-12 avenue Pierre et Marie Curie, cadastré section AV n°910, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2** **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
 - Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,
- La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3** **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 4** **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210512-24-12-05-2021-AU
Date de télétransmission : 17/05/2021
Date de réception préfecture : 17/05/2021